

CHAPITRE I

LA SPLENDEUR CONTRE LES NAZIS TRANSFORMÉE EN MÉDIOCRITÉ FACE AU SOVIÉTISME

Lorsque, s'étant extirpé des embouteillages du « périph » ou du centre de Paris, l'on se retrouve dans la lumineuse salle à manger moderne qui, au centre de la lugubrement lointaine caserne des Tourelles, symbolise la transformation de l'ancien SDECE — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage — en une orgueilleuse DGSE — Direction générale de la Sécurité extérieure —, il est rare que votre hôte, le « DG », ne se lamente en fin de repas :

« Il n'y a pas en France de culture du renseignement. »

L'affirmation est, à la fois, injuste et, « hélas, hélas, hélas » comme aimait à le marteler le général de Gaulle, profondément vraie.

Injuste car, guidée et soutenue, il est vrai, par des « professionnels » — cette qualification russe est aussi imagée que correcte — de l'Intelligence Service britannique, la nation française a, durant la Seconde Guerre mondiale, accompli des prouesses proprement exceptionnelles en matière de collecte de renseignements sur les Allemands qui l'occupaient si honteusement.

« Nous avons, nous confiait le chef des services secrets de De Gaulle à Londres, le légendaire colonel Passy, inventé le renseignement par le peuple. »

Du peintre en bâtiment déroband les plans de défense du « mur de l'Atlantique » dans les locaux de la *Kommandantur* qu'il rénovait au marin pilotant le remorqueur faisant sortir de son port un cuirassé nazi ou à l'ingénieur réquisitionné pour la fabrication de fusées secrètes à Peenemünde, une partie très significative de la société civile française a transformé les secrets les mieux protégés de la Wehrmacht hitlérienne en une véritable meule de gruyère.

L'hémorragie sera telle que Hitler, en proie à une fureur incontrôlée, ordonnera lui-même de faire pendre, à la veille de la libération du camp de Struthoff, les quatre cents membres du réseau Alliance de Marie-Madeleine Fourcade tombés entre les mains de sa Gestapo. Quant au chef opérationnel du réseau, l'admirable commandant d'aviation Léon Faye, il sera brûlé au lance-flammes par des SS déchaînés.

L'obtention de ces résultats extraordinaires, uniques en Europe occupée, ne découle pas seulement de la haine légitime du « Chleuh ». En dépit des fusillades d'otages et de l'intolérable déportation des Juifs en attendant Oradour-sur-Glane, l'odieuse « collaboration » pétainiste instaurait, en effet, une proximité avec l'occupant détesté. Elle créait ainsi ces « conditions favorables » que les Russes, maîtres en la matière, estiment constituer la base de tout bon renseignement.

Il y a une explication. À la différence des Anglais qui quittent aisément leur île pour naviguer, explorer et coloniser ou des Russes, nomades d'un continent immense toujours en mouvance, le peuple français plonge de profondes racines dans son sol bien-aimé. Paysan soupçonneux, le successeur des Gaulois a donc tendance à épier ses voisins afin de s'assurer qu'ils ne portent pas atteinte à son « bien ».

La « sécurité », facilitée par un emplacement géographique relativement favorable, est devenue, au cours d'une histoire mouvementée, une véritable et prioritaire obsession nationale. Et, contre la menaçante Allemagne limitrophe, on en arrivera, après les désastres de 1870 et de la Première Guerre mondiale, à construire une rassurante « ligne Maginot ».

Cette recherche éperdue de la sécurité, cette surveillance constante de « l'autre » expliquent également, au plan intérieur, tant la beauté des murs qui bordent le paysage français que le succès des polices françaises

en matière de lutte contre le crime — le vol de sa vie et de son « bien ». Ou, de nos jours, les réussites contre le terrorisme d'une poignée de fondamentalistes musulmans, heureusement minoritaires.

« N'oubliez jamais, disait un participant de la guerre d'Algérie dont il est désagréable de citer le nom en raison de ses précédents forfaits, Maurice Papon, que la préfecture de Police de Paris que je dirige date du Moyen Âge. »

« Les Français sont un peuple de flics », s'étonnent, de leur côté, les Russes chez qui il ne viendrait jamais à l'idée d'apporter la moindre aide à des forces de l'ordre intérieures, ressenties comme répressives et terrorisantes.

La médaille a son revers. Replié sur lui-même, habité par un sentiment fallacieux de sécurité, protégé en apparence par des polices intérieures avec lesquelles il collabore aisément, le Français ne s'intéresse en aucune façon, mis à part une minime poignée d'« expatriés », au monde extérieur qui l'entoure, fût-il menaçant. Souvenons-nous de la joie délirante entourant un Daladier au Bourget qui, après les déshonorants accords de Munich, avait peur d'être lynché par la foule.

Dans cette ambiance d'indifférence nationale, comment s'étonner donc que la société civile et le pouvoir politique qui en émane n'accordent ni l'attention ni les moyens humains, intellectuels et financiers, indispensables aux « organes » — telle est l'appellation russe —, chargés de déterminer les menaces que les « métèques », « bougnoules » ou autres « Russkoffs » peuvent éventuellement représenter ? « Sécurité, définit *Le Petit Robert* : l'état d'esprit confiant et tranquille de celui qui se croit (*sic*) à l'abri de tout danger. »

Prenons l'exemple des objectifs poursuivis et atteints par l'Hexagone durant ce que nous appelons approximativement la « guerre froide » car elle fut, par moments, « tiède », et presque « chaude », tout en variant fortement dans ses manifestations au cours des temps.

Sécurisée par le parapluie atomique américain, la douce France n'en abritait pas moins en son sein de puissants admirateurs de Staline, le « petit père des peuples », appelant de leurs vœux et par leurs énergiques actions la communisation du pays aux débuts de l'affrontement de ceux que Raymond Aron appelait « les deux Empires ». La distinction est alors typique entre les problèmes de sécurité intérieure et extérieure. Faisant

preuve d'une inflexibilité impressionnante face aux grèves et manifestations « insurrectionnelles » des importants parti et syndicat communistes en 1947-1949, et même en 1952, aucune mobilisation massive et véritablement significative n'aura lieu au profit de la guerre en Indochine. Alors que les États-Unis considéraient — à tort — le Vietnam comme un champ privilégié du choc entre l'Est et l'Ouest, le peuple français verra plutôt la guerre à l'autre bout du monde comme une défense quasi marginale d'une poignée de colons et d'un « Empire » auquel il ne croit plus guère depuis la Seconde Guerre mondiale.

Aucun service de renseignement ne saurait être coupé de son peuple. Déprimés de surcroît par la brutalité du « duel KGB-CIA », les services extérieurs français n'y auront donc pratiquement pas participé. Le temps passé nous permet, comme nous l'y incite le brave M. Kalouguine, de jouer les professeurs et de tenir un « cahier de classe » dans lequel les « organes » présenteraient les résultats obtenus durant la « guerre froide ». On ne peut hélas qu'inscrire ici un 2 sur 20 assez déshonorant.

Approfondissons.

En ce qui concerne la connaissance de l'Union soviétique, des possibilités et intentions de ses successifs dirigeants, l'esprit le mieux intentionné ne peut accorder qu'un encore plus désolant 0 pointé. Aux débuts de la « guerre froide » et durant les rudes premières années soixante, il n'y avait aucune section d'analyse au sein du SDECE.

Lorsque, avant de le recevoir pompeusement à Paris, le général de Gaulle réclama à son service de renseignement des informations sur Nikita Khrouchtchev, il ne reçut, sidéré, qu'un document certes épais de 400 pages mais ne faisant qu'aligner des fiches de police sur son futur hôte. « Né le... Études à... Premier poste le... Chargé de..., etc. » Comme l'écrivait l'inénarrable inspecteur Borniche avant de se faire corriger par des journalistes de talent : « J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'à l'hôtel Lux, "Fernand-le-Fou" et "Lili-la-Grosse" *concubinent* (sic) sur la même page de registre. »

Quelle différence avec les analystes de la CIA qui, trois mois avant ces événements, prévoaient, en quelques brèves lignes, que Staline n'avait d'autre choix que de procéder au blocus de Berlin ! Et ne parlons même pas du « code opérationnel du Politburo » rédigé par le *think tank* de la Rand Corporation qui, ayant lu la totalité des écrits de Lénine ou de Staline, et

dépouillant chaque jour la presse soviétique, définissait, pour l'aviation de bombardement stratégique américaine, les pratiques et moyens d'action des « maîtres du Kremlin ».

Tout devient pourtant différent lorsqu'on aborde le problème — crucial lui aussi — de « l'interception » radioélectrique et du « décryptement », c'est-à-dire, pour parler plus simplement, du « cassage » des codes de l'adversaire. Ici ce ne sont pas l'intérêt pour l'étranger ou le soutien de la société qui jouent mais le goût pour les mathématiques appliquées d'une poignée de marginaux obsédés par un hobby. Dans ce domaine si particulier et si spécialisé, l'Hexagone dispose donc de sérieux atouts. De surcroît, les Français sont des techniciens hors pair des télécoms et autres communications radiophoniques. Revenons aux « casseurs de code ». Opérant dès avant la Seconde Guerre mondiale, ils sont passés à Londres où ils ont apporté une contribution significative à la reproduction de la machine à coder nazie « Enigma » qui permit de percer tous les secrets militaires de Hitler. Revenus au sein des services de renseignement français, ils continueront leur remarquable travail avant que l'apparition de l'ordinateur ne rende leur art inutile. Cependant, avant que les codes deviennent hermétiques, ces brillants spécialistes réussirent, tout en formant des successeurs à leur image, à réaliser le prodige de « casser » les codes du Viêt-minh et du FLN durant les guerres coloniales absurdes et souvent atroces qui ont, hélas, ensanglanté ce que l'on appelle d'une manière par trop euphémique la « décolonisation ».

0 sur 20 cependant durant la « guerre froide » car aucun code soviétique ne fut jamais percé — les Russes sont, eux aussi, des mathématiciens de tout premier niveau. Le « cloisonnement », secret oblige, est une nécessité des services spéciaux. Encore faut-il qu'il soit compensé par l'inventivité et la coordination des diverses directions afin que chacun ne s'endorme pas tout seul dans son coin. Or, dans ce cas précis de « cassage » des codes russes, il ne vint à l'idée de personne de demander à la direction de la « Recherche », comme l'ont fait les Soviétiques et les Américains, de tenter de faire passer dans son camp des détenteurs des clés du code adverse...

Nous touchons, par cette triste constatation, le point sensible de la maladie véritablement génétique qui mine les services secrets français. Le manque d'intérêt pour « l'autre », la subsistance des modes de pensée d'avant guerre quand une poignée de militaires de grande valeur

— souvenons-nous des généraux Rivet et Navarre et du colonel Paillole — jouait uniquement sur les « vices » des officiers allemands en poste à Paris entraînent dans l’Hexagone une désolante déficience. « L’espionnage à la française » est, en effet, vicié en profondeur par une difficulté proprement sidérante de procéder au « recrutement » d’« agents » humains, susceptibles de vous renseigner sur les secrets les mieux dissimulés de leur pays.

En conséquence, nous n’assistons pas, dans une France prisonnière des notions fausses de « manipulation », à ce qui confinait dans le « Saint-Empire communiste » à une quasi-routine. En Russie, la recherche, à partir d’ambassades, de consulats ou de représentations commerciales, de « cibles » potentielles, leur « approche » combinée avec une « étude de personnalité » approfondie, débouchait sur un phénomène presque banal que l’Occident n’a toujours pas compris. Sur un temps souvent long, ces pratiques tissaient de réels liens d’amitié et permettaient d’abord, si les circonstances s’y prêtaient, la « conversation de recrutement », puis la « direction » — et non la « manipulation » — au cours de « rencontres conspiratives » avec des personnes très souvent honorables. Nous ne visons pas les informateurs — *stoukatch* dans l’argot du Goulag — de l’inadmissible police de répression politique intérieure.

Si les « conditions favorables » pour l’exercice de cet art n’étaient pas réunies dans la France d’après la Libération, le 0 pointé dans ce délicat domaine est cependant partagé ici, durant cette combien rude époque des débuts de la « guerre froide », avec les Américains de la toute-puissante — mais moins performante qu’on ne le dit — CIA. Néanmoins, même au moment où la décomposition du « Saint-Empire communiste » poussait les gens de la CIA, comme l’on dit « gens d’armes », à circuler en voiture à Moscou, toutes vitres baissées afin de mieux recueillir les offres de coopération lancées sur leurs genoux, les « gens du SDECE puis de la DGSE » n’étaient pas présents sur place ou regardaient ailleurs¹.

1. Soyons justes. Une confidence en demi-teinte indique cependant que, après la chute du communisme, les services secrets français sont parvenus à « exfiltrer » de Russie un archiviste de l’ancien KGB, porteur de caisses de documents de la même valeur que ceux livrés par le transfuge Mitrokhine à l’Intelligence Service britannique.

Et lorsque la débâcle en arriva à un tel point qu'un officier du KGB, le célèbre « Farewell », se mit *spontanément* à la disposition d'une France indifférente, ce ne fut pas aux services de renseignement extérieur qu'il s'adressa mais au contre-espionnage intérieur, dont l'intervention ne fut pas, d'ailleurs, nous le verrons, un modèle de « professionnalisme¹ ».

Il n'est donc pas surprenant que la « pénétration » des ambassades soviétiques et le « retournement » des officiers du KGB en faisant partie soient à l'avenant. Sur son propre territoire ou dans des pays amis — telle l'Afrique, « pré carré » de l'Hexagone à cette époque —, les services secrets français se trouvaient, presque par définition, en position de force. Il y était donc relativement facile d'approcher une « cible » même si elle faisait partie des services secrets adverses et de lui faire miroiter une confortable somme d'argent — les trente deniers de Judas — et des conditions de vie agréables de rentier, voire d'auteur de best-sellers, dans un « monde libre ».

Alors que les Britanniques s'en sont fait une spécialité — Gordjevsky à Copenhague ou le propre adjoint à Téhéran du meilleur « professionnel » russe, Chebarchine, etc. —, la France, une fois de plus, ne mérite qu'une notation, encore plus inférieure dans ce cas, que les 0 pointés que nous avons été forcés de distribuer à profusion. Qu'a-t-on à faire d'un « opérateur » — telle est la terminologie russe ou américaine —, sinon de larmoyer sur le mal que cet ogre vous cause ou de le laisser, ignorant sa nature profonde, vous terroriser à outrance ?

Abordons maintenant deux secteurs d'activité dont « l'espionnage à la française » tire une étrange satisfaction. Cette double glorification de la « maladie infantile » du renseignement tranche, en effet, avec le mépris pour l'analyse ou, surtout, le « recrutement » de sources « humaines ». « *Verbovka* » dans le russe le plus courant. Le « service 7 » chargé de toutes les interventions « illégales » auquel le regretté journaliste Philippe Bernert a, dans les années soixante, consacré l'un des premiers best-sellers fantaisistes sur « l'espionnage » ou le tant célébré « service Action » ont-ils, durant la « guerre froide », fait mieux que des directions plus respectables mais moins sanctifiées ?

Sous ses allures bourgeoises policées, héritées de la monarchie et du siècle des Lumières, la France, « pays de flics », est également — toujours le poids du Moyen Âge — une « terre de bandits ».

1. Voir ci-dessous, p. 43-45.

« Les mêmes vus de dos », ironisait un directeur général de la Sûreté nationale.

Le *Petit Robert* ne donne-t-il pas quinze synonymes de ce « bandit » : « apache, brigand, chenapan, coupe-jarret, flibustier, forban, gangster, hors-la-loi, incendiaire, malandrin, malfaiteur, pirate, voleur, vaurien, voyou » ? Et les films des décennies cinquante et soixante, voire soixante-dix, n'affichaient-ils pas — Gabin ou Audiard, Belmondo, Ventura ou Delon — une image de la truanderie et du « Milieu » aussi fausse que délibérément débonnaire ?

Il n'y a pas de Dieu pour les malfaisants. Ce recours privilégié aux interventions en marge de la loi si chères aux services secrets immatures s'est, en effet, heurté à la quasi inviolable sécurité soviétique. Réalisées surtout à Paris même, les interceptions de valises diplomatiques, la pose de micros, les « perquisitions domiciliaires » clandestines ne peuvent porter leurs douteux fruits que face à des États inexpérimentés. Lorsque, tout fier — ô « gaspillage » ! — d'avoir acheté l'hôtel particulier attenant à l'ambassade de Russie, le service 7 découvrit que tous les murs qu'il s'apprêtait à percer étaient déjà blindés de l'intérieur.

Il existe pourtant une exception qui nous pousse à corriger le 0 sur 20 pointé par un plus généreux 3 ou 4. Bien que nous n'ayons pas tendance à nous extasier outre mesure devant cet « exploit des exploits » — ô mégalomanie quand tu nous tiens ! —, le démontage d'un Tupolev en une seule nuit dans un hangar mal gardé du Bourget justifie l'indulgence dont nous avons, pour une fois, témoigné. Notre perplexité reste pourtant entière. Pourquoi les Russes ont-ils laissé faire ? N'y avait-il donc rien à découvrir sur un appareil qui, bizarre cercle vicieux, n'était déjà qu'une copie volée à la France, cette fois grâce à l'utilisation d'agents « humains » ?

Notons en passant que l'importance extrême apportée au service 7 chargé de cette basse besogne — nécessaire, répétons-le, mais « vulgaire et subalterne », comme aurait dit de Gaulle — n'est pas exempte de lourds dangers. Par nature, ses membres sont en contact avec des personnages équivoques, voire de véritables truands difficiles à « diriger ». Ne peuvent-ils pas à tout moment utiliser leur collaboration avec une certaine forme de violence d'État afin de privilégier les actions criminelles qu'ils mènent pour leur propre compte ?